

Un revers démocratique européen

L'EUROPE a subi dimanche 13 juin un échec démocratique. Il y a quelques semaines, le 1^{er} mai, elle fêtait son unification, en accueillant dix nouveaux pays dont huit étaient, il y a quinze ans à peine, de l'autre côté du rideau de fer. Les négociations d'adhésion, longues et compliquées, avaient été menées essentiellement par les gouvernements, entre technocrates. Avec les premières élections au Parlement de Strasbourg de l'Europe unifiée, les peuples avaient l'occasion de montrer qu'ils entendaient se saisir eux aussi de l'aventure européenne, poursuivre ensemble leur destin commun. Il n'en a rien été.

Les citoyens européens n'ont pas fait usage de leur liberté, si récemment conquise pour beaucoup d'entre eux, en n'allant pas voter. La participation, qui était de 63 % lors de la première élection au suffrage universel du Parlement de Strasbourg, en 1979, avait déjà fortement décroché en 1999 pour passer sous la barre des 50 %. Un nouveau plancher a été atteint, plus de 55 % des 350 millions d'Européens inscrits sur les listes électorales ayant décidé de boudier les urnes. La situation semble désespérante en Pologne, la patrie de Solidarité, et en Slovaquie, où quatre électeurs sur cinq ne se sont pas déplacés.

Deuxième source d'inquiétude, concernant les votants : ce n'est pas un peuple européen qui s'est exprimé sur son avenir. Ce sont vingt-cinq sociétés, tournées sur leurs problèmes intérieurs, qui ont décidé de sanctionner leurs gouvernements nationaux. Ce fut le cas à gauche comme à droite, en Italie comme en Allemagne, au Royaume-Uni comme en France, en Hongrie comme en République tchèque ou au Portugal. Les classes politiques repliées sur leur espace national n'ont, avec l'unisson des médias audiovisuels, parlé que politique intérieure. Même le nouveau gouvernement espagnol pro-européen de José Luis Zapatero n'a pas remporté le triomphe attendu, quelques mois après la défaite surprise de l'équipe du conservateur José Maria Aznar.

Troisième problème, l'Europe connaît une cassure grave entre la « nouvelle Europe », chère au

secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, et la « vieille Europe ». La première va envoyer à Strasbourg des représentants violemment antieuropéens. Soudain, les conservateurs britanniques, héritiers de Margaret Thatcher, vont passer pour des fédéralistes comparés au contingent des sécessionnistes de l'UKIP, qui vient de remporter 18 % des voix au Royaume-Uni. Les Polonais et les Tchèques ont envoyé eux aussi de nombreux députés anti-européens, ce qui va empoisonner la vie de l'Union.

PETITES BATAILLES NATIONALES

L'argument selon lequel ces eurodéputés, incapables de s'organiser et de faire des propositions concrètes, ne pèseront pas dans la machine strasbourgeoise est techniquement exact, mais politiquement non pertinent : le scrutin de dimanche rappelle qu'il y a des peuples qui ne veulent guère d'Europe.

Leurs réticences fondamentales pèseront sur la vie de l'Union et pourraient conduire à une crise rapide, lorsque les Européens devront décider des politiques, notamment de solidarité, qu'ils entendent mener après 2007. Au nom de quoi la vieille Europe devrait-elle payer pour le rabais britannique au budget européen et aider la Pologne, qui a réussi l'exploit de torpiller le projet de Constitution européenne fin 2003 et qui envoie aujourd'hui des représentants qui vilipendent l'Union ? A court terme, ces anti-européens recevront le renfort des eurosceptiques de la vieille Europe.

Certes, l'Allemagne et l'Espagne connaissent une résistance admirable au populisme. En France, l'extrême gauche anti-européenne disparaît, tandis que le couple Pasqua-Villiers recule, mais le Front national persiste, tandis que ses amis belges du Vlaams Blok progressent. Surtout surgit une nouvelle race d'eurodéputés, à l'instar de l'ancien journaliste autrichien Hans-Peter Martin, ou du fonctionnaire européen néerlandais Paul van Buitenen, qui, sous couvert de mener une croisade contre la corruption

européenne, font du populisme à cent sous. Leur harcèlement conduira à rendre l'ambiance bruxelloise encore plus délétère.

Il y a bien sûr des explications à l'attitude des électeurs. Les citoyens ne sont pas dupes sur le rôle du Parlement européen, ils savent que les décisions sont prises à un autre niveau, celui des chefs d'Etat et de gouvernement. L'élargissement, l'euro et la guerre en Irak hier, la Constitution, l'adhésion de la Turquie et la nomination du président de la Commission demain, tous ces sujets fondamentaux, les seuls qui permettraient de politiser la vie européenne, sont dans les mains des gouvernements. « Lorsqu'il y a un tel découplage entre un vote et son impact réel, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait une participation si basse », estime un eurocrate. Dans cette affaire, les partis européens ont aussi leur part de responsabilité. Ils auraient pu se saisir de ces sujets, pour chercher à faire émerger une opinion publique européenne.

Ils ne l'ont pas fait parce qu'ils préfèrent mener leurs petites batailles nationales. Ils ne l'ont pas fait parce qu'ils n'ont pas de projet européen à offrir aux électeurs. On l'avait vu lors de la Convention européenne chargée de rédiger la Constitution, où bien peu de députés avaient réclamé plus d'intégration européenne. On en a eu confirmation à la lecture des manifestes électoraux du Parti populaire européen (PPE) et du Parti socialiste européen (PSE). Les formations qui ont fait l'Europe pendant cinquante ans sont devenues tellement hétéroclites qu'elles se sont montrées incapables de faire la moindre proposition charpentée.

Cet affaiblissement n'a rien de surprenant. Quel projet commun, en effet, entre les conservateurs britanniques, les amis de Silvio Berlusconi et de José Maria Aznar et les chrétiens démocrates héritiers des pères fondateurs ?

Quel rapport entre les partisans de Tony Blair et la gauche du Parti socialiste français ? A contrario, les seuls à avoir élaboré des propositions européennes, les Verts et les centristes, progressent. Ils auront du mal à faire redonner à l'Europe un projet à eux seuls. Ainsi, François Bayrou entend créer un parti pro-européen du centre, mais comment peut-il relancer l'Europe en s'alliant avec les libéraux britanniques alors qu'il est en désaccord avec eux sur un sujet aussi essentiel que l'adhésion de la Turquie ?

A court terme, le Parlement européen risque de s'épuiser dans des querelles d'appareil tandis que la défiance démocratique exprimée par les électeurs va accentuer un peu plus le malaise européen. Les chefs d'Etat ne vont guère être incités à prendre en compte les équilibres au sein d'un Parlement si mal élu avant de proposer leur candidat à la présidence de la Commission. L'exécutif bruxellois ne peut en ressortir qu'encore plus affaibli.

Le vote de dimanche n'accentue pas non plus la pression sur les chefs d'Etat et de gouvernement pour qu'ils adoptent cette semaine un projet de Constitution plus ambitieux que celui qui est sur la table. « Les dirigeants vont être extrêmement prudents. Tony Blair sera plus intraitable que jamais, car il joue sa survie politique sur la défense de ses lignes rouges », observe un diplomate. Le vote d'hier et les querelles qui s'annoncent ne font que révéler une chose : l'Europe élargie et désunie n'a pas de projet. Mais l'électeur, en boudant les urnes, n'envoie pas un avertissement à ses dirigeants. Au contraire, il les conforte dans leur indifférence et leur absence de vision et de courage européens.

Arnaud Leparentier

Sanction PAR SERGUEI

